

Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France

Unité territoriale des Yvelines

Versailles, 21 MARS 2014

**INSTALLATIONS CLASSÉES**

**Objet :**

**Rapport de présentation au CODERST d'un  
projet d'arrêté préfectoral complémentaire**

**Exploitant concerné :**

**EXPRIM**

**18 rue de la fontaine chaude  
78660 ABLIS**

*Pièce jointe : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire*

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Par courrier électronique du 27 février 2014, la société EXPRIM a transmis la proposition de calculs pour fixer le montant des garanties financières à constituer conformément à l'article R516-1 5° du code de l'environnement et à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées.

L'objet du présent rapport est de faire part à Monsieur le Préfet de l'analyse de l'inspection des installations classées sur ces éléments et de proposer les suites à y donner.

En outre, le présent rapport propose d'acter le positionnement de la société EXPRIM au regard de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED », adoptée le 24 novembre 2010 est entrée en vigueur le 7 janvier 2011.

**1. PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

➤ **Présentation de l'établissement**

La société Exprim fait partie du groupe Constantia, qui se positionne sur le marché du packaging (95% de sa production) et plus particulièrement les étiquettes d'eaux minérales et gazéifiées et de conserves destinées au marché de l'agro-alimentaire. La société EXPRIM est une société à responsabilité limitée au capital de 75 000 €, dont le siège est basé à Ablis.

EXPRIM utilise la technique d'héliogravure (impression en creux, technique permettant un travail de finesse et de précision). Les supports d'impression sont des films plastiques en polypropylène ou du papier en bobines.

Les activités exercées sur le site d'Ablis consistent à imprimer sur papier et polypropylène, couper et emballer les produits finis. En termes d'enjeux environnementaux, les activités se caractérisent essentiellement par :

- des émissions atmosphériques de solvants essentiellement (liées à l'utilisation d'encre en particulier),
- un risque d'incendie lié aux stockages de matières premières et produits finis.

### ➤ **Situation administrative**

L'exploitation EXPRIM à Ablis est réglementé par l'arrêté préfectoral n 07-170/DDD du 3 décembre 2007.

Les installations actuelles relèvent du régime de l'autorisation prévu à l'article L.512-1 du code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique et alinéa	A, D	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement et seuil
2450-2-a	A	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton Héliogravure, dont la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est supérieure à 200 kg/j	2 imprimeuses « héliogravure » existantes et une projetée (a)	Quantité totale de produits consommée : 800 kg/j
1432-2-b	D	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés), représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 100 m <sup>3</sup>	Stockages d'acétate d'éthyle et d'encre et vernis (b)	Acétate d'éthyle : 10 m <sup>3</sup> Encres et vernis : 18 m <sup>3</sup> TOTAL : 28 m <sup>3</sup>
2662-b	D	Polymères (stockage de) Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	Stockage de films polypropylène et de produits finis (étiquettes) (b)	Volume total : 600 m <sup>3</sup>

## **2. MODIFICATIONS PROPOSÉES**

### **1. Garanties financières**

Par courrier électronique du 27 février 2014, l'exploitant a transmis son calcul pour l'évaluation du montant des garanties financières.

Le détail de l'instruction de ce calcul est annexé au présent rapport.

Le montant déterminé par ce calcul est inférieur au seuil d'obligation de constitution du montant de la garantie (<75 000€). L'exploitant n'est donc dans l'obligation de constituer les garanties financières.

Toutefois, certaines hypothèses retenues dans le calcul nécessitent d'être encadrées par des prescriptions techniques complémentaires afin de garantir leur maintien dans le temps.

De plus, l'inspection propose d'ajouter comme prescription, que le changement d'exploitant est soumis à autorisation conformément à l'article R516-1 du code de l'environnement.

### **2. Mise à jour du classement et prise en compte de la directive IED**

Suite à la sortie de la directive IED, remplaçant la directive dite « IPPC », les activités de l'établissement EXPRIM relèvent désormais d'une rubrique « 3000 » spécifiques aux activités relevant de la directive IED : la rubrique 3670 (imprimerie).

Ainsi, par courrier du 18 octobre 2013, l'exploitant a demandé :

- le bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 3670,
- le BREF STS « traitement de surface par solvants organiques » comme BREF de référence

Des explications complémentaires sur la directive IED sont présentées en annexe de ce rapport.

### 3. CONCLUSIONS

Le projet d'arrêté joint en annexe au présent rapport vise à tenir compte des éléments transmis par l'exploitant. L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet des Yvelines de soumettre ce projet d'arrêté à l'avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et de Risques Sanitaires et Technologiques, en application de l'article R.512-31 du Code de l'environnement.



## **ANNEXE I : Garanties financières**

Par courrier électronique du 28 février 2014, la société EXPRIM a transmis une proposition d'évaluation du montant des garanties financières, conformément à l'article R516-1 5° du code de l'environnement et à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées.

L'objet de la présente annexe est de présenter l'analyse de l'inspection des installations classées sur ces éléments et de proposer les suites à y donner.

### **1. RAPPEL DU CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE**

Le décret n°2012-633 du 3 mai 2012 a modifié l'article R.516-1 du code de l'environnement : depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012, certaines catégories d'installations classées sont soumises à garanties financières pour la mise en sécurité lors de la cessation d'activité.

L'arrêté ministériel du 31 mai 2012, modifié par l'arrêté ministériel du 20 septembre 2013, a fixé la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R516-1 du code de l'environnement, ainsi que le calendrier de mise en conformité des installations existantes. Un délai de 2 ans, soit d'ici le 1<sup>er</sup> juillet 2014, a été accordé pour constituer 20 % du montant initial des garanties financières.

Le calcul du montant des garanties financières doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines définit les modalités d'évaluation du montant des garanties financières.

L'obligation de constitution de garanties financières ne s'applique pas lorsque le montant de ces garanties est inférieur à 75 000€ TTC.

### **2. PROPOSITION DE L'EXPLOITANT ET ANALYSE DE L'INSPECTION**

#### **2.1. Évaluation du montant des garanties financières par l'exploitant**

L'exploitant est soumis aux garanties financières pour les installations classées relevant de la rubrique 2450 (imprimerie).

L'exploitant a évalué le montant de la garantie financière selon la formule prévue à l'annexe I de l'arrêté du 31/05/12 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines.

Il retient en particulier les hypothèses suivantes :

Sc	coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier.	Ce coefficient est fixé à 1,10 par l'AM	
Me	montant, au moment de la détermination du premier montant de garantie financière, relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents associées aux installations soumises au dispositif de garanties financières et aux installations connexes	Quantités maximales de produits dangereux et déchets susceptibles d'être entreposés sur site 12 tonnes	8640€ TTC
Mi	montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange.	Pas de cuve enterrée sur le site	0,00€
Mc	montant relatif à la limitation des accès au site. Ce montant comprend	Le site est déjà clôturé. Un panneau par portail et	135,00 € TTC

## **ANNEXE II : Directive IED**

### **1. INTRODUCTION**

La directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED », adoptée le 24 novembre 2010 est entrée en vigueur le 7 janvier 2011. Cette directive fusionne sept directives dont la directive 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution, dite « IPPC », reprise au niveau du chapitre II de la directive 2010/75/UE.

En application de la directive IPPC, des documents de référence ( BREF ) définissant les meilleurs techniques disponibles (MTD) applicables aux différentes activités visées par la directive ont été adoptés par la commission.

Le chapitre II de la directive « IED » a été transposé en droit français principalement par l'ordonnance n°2012-7 du 5 janvier 2012 et le décret n°2013-374 du 2 mai 2013 qui en définit les conditions d'application. De nouvelles rubriques 3000 ont également créées par les décrets n° 2013-375 du 2 mai 2013 et n° 2012-384 du 20 mars 2012 modifiant la nomenclature des ICPE afin de mieux identifier les installations visées par la directive « IED ».

De manière générale, les établissements qui relevaient de la directive « IPPC » entrent dans le champ d'application de la directive « IED ». La directive prévoit la révision des documents de référence (BREF) et la publication au journal officiel de l'union européenne des conclusions sur les MTD correspondantes.

La parution des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles du BREF relatif à la rubrique principale déclenche le réexamen des conditions d'exploitation et impose à l'exploitant la remise sous 12 mois du dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du code de l'environnement et si l'installation est concernée, du rapport de base décrivant l'état du sol et des eaux souterraines prévu à l'article R 515-81.

L'ensemble de ces établissements a été sollicité et invité à se positionner sur les rubriques 3000, le choix de la rubrique principale et sur les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles ou documents BREFS associés.

### **2. POSITIONNEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT**

Conformément à l'article L.513-1 du Code de l'Environnement, la société EXPRIM a sollicité, par courrier du 18 octobre 2013, à bénéficier du bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique suivante.

N° de la rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques et Volume autorisé	Régime
3670	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits, à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation avec une capacité de consommation de solvants organiques supérieure à 150 kg/h ou 200 tonnes/an.	292 tonnes/an	A

En application de l'article R.515-84 du code de l'environnement, l'exploitant a également déclaré cette rubrique comme principale et le document BREF relatif à cette rubrique.

- Rubrique principale : 3670
- Document BREF relatif à la rubrique principale : STS « traitement de surface à l'aide de solvants organiques »

L'inspection des installations classées a validé le classement selon les rubriques 3000 proposées par l'exploitant, notamment la rubrique principale « 3670 » ainsi que les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles ou documents BREF correspondants : BREF STS « traitement de surface à l'aide de solvants organiques ».

A ce jour, le BREF STS relatif à l'activité principale n'a pas été révisé et les conclusions n'ont pas été publiées.

	la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès à chaque entrée du site et sur la clôture tous les 50 mètres.	1 panneau par 50m linéaire Le calcul prend en compte la pose de 9 panneaux	
Ms	montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement. Ce montant couvre la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts d'analyse de la qualité des eaux de la nappe au droit du site, ainsi qu'un diagnostic de la pollution des sols.	Installation de trois piézomètres. Chiffrage d'une campagne de prélèvements et d'analyses sur les 3 piézomètres du site.  Diagnostic de pollution des sols sur 0,5 hectare.	28500 € TTC
Mg	montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.	Gardiennage par télésurveillance	15000 € TTC
α	indice d'actualisation des coûts	Indice TP01 août 2013 : 703,9 TVA : 20 %	1,06

Le montant total des garanties financières est évalué à **60862€ TTC**.

## 2.2. Analyse de l'inspection

### En ce qui concerne les activités concernées par les garanties financières :

Conformément à l'arrêté du 31/05/12 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, le site est soumis à ces obligations à l'échéance du 1<sup>er</sup> juillet 2012 pour ses activités relevant de la rubrique 2450-2.

### En ce qui concerne le montant des garanties financières :

Le calcul proposé par l'exploitant et les hypothèses retenues sont conformes à l'arrêté ministériel du 31/05/12 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et à la note BSSS/2013-265/EF du 20 novembre 2013.

Le montant proposé n'appelle pas d'observations de la part de l'inspection des installations classées. L'inspection note cependant que les quantités maximales associées aux installations soumises à garanties financières sont cohérentes avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral en vigueur.